

Perspectives

N°22/210 – 30 juin 2022

COLOMBIE – Gustavo Petro, un président de gauche. Une première

Au terme d'un premier tour surprenant¹ puisque le candidat de droite classique (Federico Gutierrez, *Equipo por Colombia*) s'était vu ravir la deuxième place par Rodolfo Hernandez (*Liga de Gobernantes Anticorrupcion*, homme d'affaires populiste dont l'absence de programme était masquée par un discours virulent sur la seule anti-corruption), les Colombiens ont élu leur premier président de gauche, Gustavo Petro (*Pacto Historico* ; 50,4% des suffrages et 51,6% des votes valides). Au regard de la succession des gouvernements de centre et de centre-droit, c'est un indéniable changement. Changement que, sans surprise, les marchés ont peu apprécié : au cours de la semaine, le peso s'est déprécié contre dollar d'un peu plus de 4% alors que le marché actions reculait de même. On est donc loin du fracas.

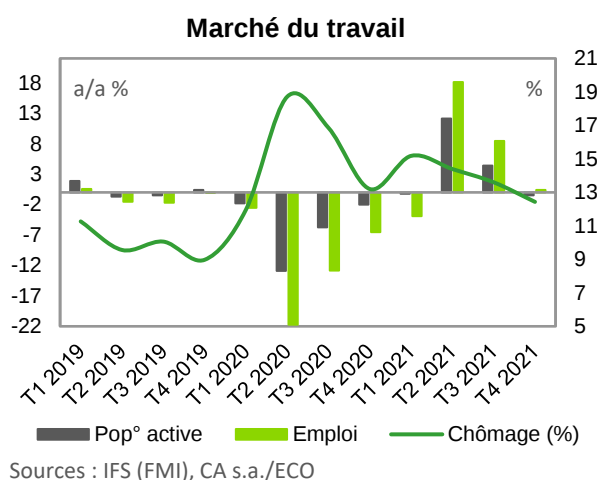
Le programme de G. Petro s'articule autour de deux grands axes : la lutte contre les inégalités (réformes fiscale, agraire et des retraites) et la sortie progressive des industries extractives. Si les intentions sont louables, la tâche s'annonce complexe. Il lui faudra composer avec le Congrès élu en mars² ce qui limite singulièrement le risque de mises en œuvre de propositions. À plus brève échéance, il lui faudra promouvoir l'atterrissage (si possible en douceur) d'une économie encore vaillante mais déjà en proie à la décélération ainsi qu'à un déficit courant et une inflation élevés.

Après avoir atteint 10,7% en 2021, la croissance largement tirée par la demande intérieure a étonnamment bien résisté au premier trimestre (1% en variation trimestrielle soit un acquis de croissance de 5,6% par rapport à 2021).

Le marché du travail récupère lentement : la baisse du taux de chômage (11,2% en avril) doit beaucoup aux créations d'emploi mais le taux de participation bien qu'il se redresse (56,5%) reste inférieur à son niveau pré-pandémie.

Malgré la détente des prix alimentaires, l'inflation progresse encore en mai de près de 0,9% sur un mois soit 9,1% sur un an pour une inflation sous-jacente de 6%. Selon la banque centrale (BanRep), les anticipations d'inflation continuent de légèrement se redresser ; leur médiane se situe désormais à 8,6% fin 2022 puis à 4,7% fin 2023, toujours au-delà de la cible (3% +/- 1 point de pourcentage).

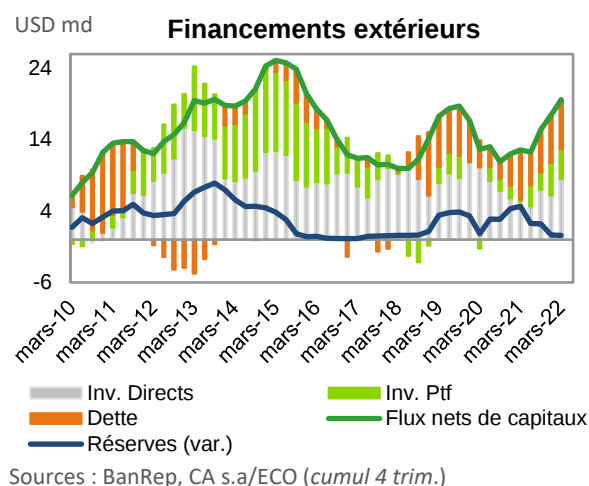
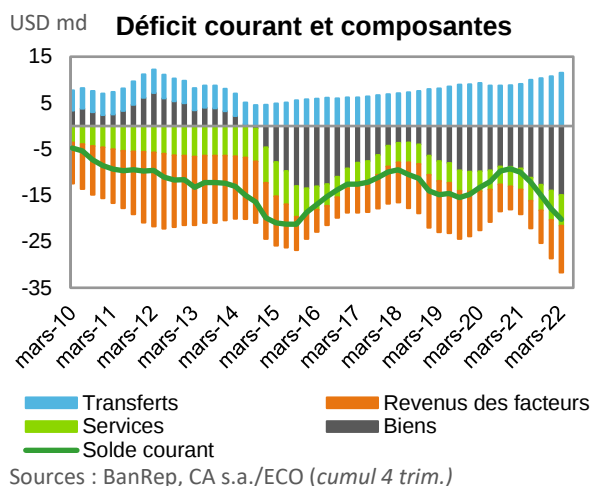
Déjà lourd (5,7% du PIB en 2021), le déficit courant s'est encore creusé au premier trimestre (6,4% du PIB) : déficit des biens toujours élevé car l'amélioration des termes de l'échange et des volumes exportés (dont ceux des produits non traditionnels) ne parvient pas à compenser l'envolée des importations, stabilisation du solde des services (embellie du tourisme) et rapatriements importants de fonds de la part des travailleurs expatriés mais (et surtout) alourdissement des sorties et du déficit au titre des bénéfices et intérêts



¹ Voir « [Colombie : surprise politique, croissance et inflation résistantes](#) », Perspectives émergents paru le 7 juin 2022

² Très schématiquement, il faudra trouver des compromis avec la Chambre basse (188 membres) très largement de centre-droit (droite 44% des sièges, centre-droit 29%, gauche 27%) et le Sénat (108 sièges) majoritairement à droite (droite 52% des sièges, centre-droit 27%, gauche 21%).

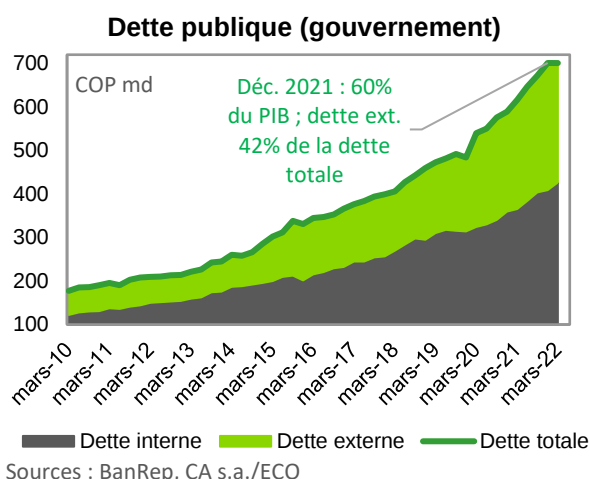
rapatriés. Le solde courant pâtit donc d'une demande intérieure encore vive et de sa composante structurelle liée à la rémunération des investissements étrangers (directs ou de portefeuille). À cet égard, la perspective des élections ne s'est pas traduite par un désintérêt voire un désamour des investisseurs et des prêteurs au cours du premier trimestre puisque des entrées nettes de capitaux ont été enregistrées au titre des investissements directs (hydrocarbures) et de portefeuille (bénéfice d'une guerre lointaine via l'amélioration des termes de l'échange, resserrement monétaire tardif mais déterminé de BanRep, sécurité offerte par la Ligne de Crédit Flexible du FMI).



Par ailleurs, le ministère des Finances a publié de nouvelles prévisions budgétaires. En 2022, croissance et hausse des prix du pétrole permettent d'espérer de meilleures recettes fiscales ainsi qu'un déficit budgétaire et une dette nette plus faibles (à, respectivement, 5,6% et 56,5% du PIB contre 6,2% et 60,5% précédemment). Le ministre a ainsi indiqué que le risque imposant une réforme fiscale urgente avait diminué tout en soulignant le besoin de réformes fiscales structurelles.

Il n'est pas certain que le nouveau gouvernement ait une idée similaire de ce que doivent être les « réformes fiscales structurelles ». Mais, avec des recettes fiscales ne pesant que 20% du PIB (contre 34% en moyenne dans l'OCDE), les marges de manœuvre existent.

On se gardera donc d'hurler avec les loups tout comme on s'abstiendra de se réjouir d'une éventuelle inaction gouvernementale imposée par un parlement fragmenté.



Article publié le 24 juin 2022 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
30/06/2022	<u>Royaume-Uni – L'inflation en mai, une question de vivres...</u>	Royaume-Uni
29/06/2022	<u>Automobile – "Que la force soit avec toi"</u>	Automobile
29/06/2022	<u>Asie - Au Sommet des BRICS, la Chine se rêve en leader du Sud</u>	Chine
28/06/2022	<u>Italie – Tremblement de terre au sein des Cinq étoiles, une réplique des élections municipales</u>	Italie
28/06/2022	<u>Avenir de l'Europe - L'euro numérique - Web conférence</u>	Europe, banques
27/06/2022	<u>Allemagne – Se préparer à la fermeture du robinet énergétique !</u>	Allemagne
24/06/2022	<u>Monde - L'actualité de la semaine</u>	Monde
23/06/2022	<u>En Inde, le conflit révèle des faiblesses structurelles</u>	Inde
22/06/2022	<u>PRISME – L'analyse de la conjoncture et de l'actualité agricole et agroalimentaire du Crédit Agricole</u>	Agri-agroalimentaire
22/06/2022	<u>Égypte – La baisse des réserves en devises se poursuit, le change reste donc fragile</u>	MENA
22/06/2022	<u>Serbie : des dynamiques économiques et politiques contraintes par le contexte de guerre</u>	PECO
20/06/2022	<u>Parole de banques centrales – La BoE resserre doucement mais sûrement</u>	Royaume-Uni
20/06/2022	<u>Parole de banques centrales – La Fed augmente ses taux de 75 points de base et entend passer en territoire « légèrement » restrictif d'ici fin 2022</u>	Monde
17/06/2022	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
16/06/2022	<u>Hausse des tensions entre l'Espagne et l'Algérie</u>	Espagne
15/06/2022	<u>Chine – Les paradoxes d'une économie sous cloche</u>	Asie
14/06/2022	<u>Royaume-Uni – Boris Johnson sauve son poste, mais demeure fragilisé</u>	Royaume-Uni
13/06/2022	<u>Parole de banques centrales – BCE : normaliser en des temps anormaux et gérer une inflation ingérable, une tâche ardue</u>	Union européenne

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit – **Statistiques** : Robin Mourier, Alexis Mayer

Secrétariat de rédaction : Véronique Champion

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Etudes ECO** disponible sur App store

Android : application **Etudes ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.